

par leurs épargnes et l'achat de rentes viagères ont tâché de se prémunir contre les besoins du jour où ils seront hors d'état de travailler. C'est leur voix qui compte le moins dans les affaires du pays; cependant ils souffriront beaucoup.

**L'honorable M. Quinn:** Très bien!

**L'honorable M. Crerar:** La bourgeoisie, ou si l'on veut, la catégorie inférieure de la classe moyenne, abat le plus gros de la besogne du pays. Elle s'occupe des affaires municipales sous tous leurs aspects. C'est surtout elle qui a maintenu nos églises et nos maisons d'enseignement. Aujourd'hui, vu les majorations d'impôts et l'inflation que provoquent presque à coup sûr une grande guerre ou de vastes préparatifs de guerre, c'est elle qui va souffrir le plus.

On peut affirmer sans crainte de se tromper que d'ici un an les pays du Commonwealth,—y compris la Grande-Bretagne,—les États-Unis et les pays de l'Europe occidentale affecteront probablement au moins 35 milliards à la défense. N'allons pas nous imaginer que les deniers votés aujourd'hui vont défrayer toutes nos dépenses. Ce n'est que le commencement. On nous demandera à la prochaine session du Parlement de voter des sommes sensiblement supérieures à celles que nous avons votées lors de la dernière session, outre les crédits adoptés cette fois-ci.

Une des plus lourdes tâches qui incombent aujourd'hui aux gouvernements consiste à atténuer autant que possible les effets de l'inflation. Dans une large mesure, on atteindra ce but grâce aux impôts. Mais si nous voulons nous acquitter de nos obligations croissantes à l'égard des frais de défense, tout en maintenant élevé notre niveau de vie actuel, nous frapperons le pays d'un impôt excessif.

Tout d'abord, il me semble que le gouvernement fédéral et toutes les administrations provinciales et municipales devraient réduire leurs dépenses courantes au minimum. Je n'ai rien à redire aux programmes de sécurité sociale, vu que nous sommes très avancés dans cette voie. Considérant toutefois ce qu'il en coûte, à toutes les administrations au chapitre de la sécurité sociale en général, y compris les allocations aux militaires et les pensions aux anciens combattants, n'est-il pas vrai qu'il se verse, chaque année, dans notre pays, qui compte à peine 14 millions d'habitants, beaucoup plus qu'un milliard de dollars? Pourrions-nous maintenir encore longtemps ces services, tout en assumant les fortes dépenses nécessaires pour faire face aux problèmes très importants que nous affrontons? Que sert à un Canadien la pension de vieillesse ou l'allocation familiale si, en définitive, il perd

sa liberté et son autonomie? Voilà l'importante question en jeu de nos jours, alors qu'il se livre dans le monde une lutte de titans. Il ne s'agit pas tant d'une lutte entre l'Occident et l'Orient qu'entre deux importants concepts de vie. D'une part, on offre à l'homme toutes les possibilités de se perfectionner, tant qu'il ne cause pas de détriment à son semblable; d'autre part, le lot de l'homme peut être de devenir esclave, un simple rouage du vaste mécanisme de l'État policier. Voilà l'enjeu. C'est dans l'espoir qu'elles réussissent enfin à sauvegarder la paix que les nations avides de liberté s'arment contre les puissances des ténébres.

Il va nous en coûter cher. Aussi j'aimerais que les Canadiens aient une conception plus nette des questions importantes en jeu. N'allons pas nous illusionner. Il faudra peut-être demander à chaque Canadien de très grands sacrifices. Je suis sûr, cependant, que, plus que jamais par le passé, nos gens seront à la hauteur de la situation si nous leur montrons exactement les questions en jeu. Tous les Canadiens bien pensants accompliront les sacrifices nécessaires, parce que, par dessus tout, ils prient le droit de vivre comme ils l'entendent, libres de toute ingérence de la part d'un gouvernement autocratique qui voudrait leur en imposer.

Honorables sénateurs, j'appuie le bill sans réserve. Je suis sûr que le Gouvernement, dans sa sagesse, tentera d'obtenir le plus qu'il pourra pour les deniers dépensés. Tous les organismes législatifs du pays devraient, ce me semble, en face des difficultés qui surgissent, réduire au minimum leurs frais d'administration ordinaires, afin qu'on puisse affecter une plus grande partie de notre revenu national aux dépenses que prévoient le bill à l'étude, dépenses qui, n'allons pas en douter, s'accroîtront à l'avenir.

**Des voix:** Très bien!

**L'honorable Arthur W. Roebuck:** Honorables sénateurs, qu'il me soit permis de féliciter chaleureusement le sénateur de Churchill (l'honorable M. Crerar) des paroles éloquentes qu'il vient de prononcer dans son plaidoyer en vue de sauvegarder la liberté au Canada. Ce qu'il a dit au sujet de la possibilité, pour les citoyens, de devenir de simples rouages dans la machine administrative, m'a surtout frappé. C'est là un aspect qu'il ne faut jamais perdre de vue. Il ne faut pas que nos gens deviennent de simples pantins aux mains d'une énorme machine administrative. Cet aspect de la question m'a incité à demander à mes collègues de me permettre de jeter une note d'aver-tissement au sujet de la gendarmerie.

Le projet de loi dont nous sommes saisis vise un crédit de deux millions de dollars